



Déclaration CTP du 19 mars 2012

Le GVT a décidé d'instaurer un jour de carence pour les fonctionnaires et agents publics en maladie.

Cette autre mesure, d'un gouvernement en pleine fuite en avant, constitue à la fois une nouvelle régression sociale, une injustice et une insulte faite au monde du travail.

Ce jour de carence est motivé par un mensonge. Il fonde sa décision sur la volonté de corriger une supposée inégalité public/privé.

Or, pour une large majorité des salariés du privé, les trois jours de carences sont actuellement couverts par divers dispositifs négociés par les organisations syndicales (conventions collectives, accord d'entreprise...). La réalité est tout autre, au-delà de la volonté d'exacerber les tensions entre public et privé, le gouvernement voudrait par votre intermédiaire, opérer une ponction sur nos rémunérations qui porterait un nouveau coup au pouvoir d'achat des fonctionnaires.

Nous entendons régulièrement les élus de notre collectivité, au travers des différents supports de presse interne, prôner un dialogue social exemplaire, cela ne suffit pas, nous demandons une véritable garantie sur votre volonté de dialogue social et des engagements de retrait du jour de carence dans l'éventualité d'un changement politique.

Les batailles actuelles avec le gouvernement montrent toute notre détermination à obtenir toujours plus de garanties sociales. Un changement de gouvernement ne changera pas cette détermination.

Depuis quelque temps déjà on nous rétorque que le syndicalisme doit rester neutre lors des grandes échéances électorales, nous répondons que la neutralité n'exige pas de se taire et que ceux qui se taisent devant les coups portés aux acquis sociaux sont complices.

Pour conclure et connaissant votre attachement à la défense des acquis sociaux, nous vous demandons en votre qualité d'employeur, de continuer de prendre en charge les effets liés à l'instauration du jour de carence.